

## La RGPP ? Mais pour QUI ?

André Santini, secrétaire d'Etat à la Fonction Publique était à Marseille le 28 octobre 2008 pour assurer la promotion de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Il a convié les organisations syndicales représentatives de la Fonction Publique à une rencontre en préfecture de Région.

RGPP, promotion.... Comme les articles en tête de gondole, il faut y regarder à deux fois pour être sûr de faire une bonne affaire...

A l'initiative de la CGT, et unitairement, les organisations syndicales ont décidé de ne pas cautionner l'opération marketing initiée par le Ministre du Budget, des comptes publics et de la Fonction Publique. Après avoir lu une déclaration commune (voir [www.udcgt13.fr](http://www.udcgt13.fr) Rubrique Collectifs de la CGT), elles ont quitté la réunion et rejoint le rassemblement unitaire devant la préfecture.

Ce qui est en jeu avec la RGPP et son corollaire, la Révision Générale des Prélèvements Obligatoires ( RGPO), c'est bel et bien « l'héritage » du Conseil National de la Résistance que le Medef et ses acolytes entendent liquider. Le cynisme de son ancien n°2, Denis Kessler éclaire de toute sa noirceur le funeste projet : « *La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* » ( *In Challenges 04/10/2007*).

Si d'aucuns ont quelque doute, ils peuvent se reporter à la publication du Medef en 2002 et intitulé « *Pour une décentralisation au service de l'attractivité du territoire : les propositions des entreprises* » ; y figurent l'essentiel des objectifs poursuivis par le Président Sarkozy et son gouvernement.

Dans cet opuscule du Medef, nous trouvons les ambitions patronales suivantes :

- Sur les rapports entre les collectivités locales et l'Etat : *Rendre plus efficace, plus lisible et donc plus responsable notre système institutionnel*
- Sur la fiscalité : *Alléger la pression fiscale, notamment sur les entreprises*
- Sur le rôle de l'Etat et des Services Publics : *Recentrer le rôle de l'Etat et de l'ensemble du secteur public ; Recentrer l'Etat sur ses fonctions régaliennes et sur son rôle de garant de l'unité nationale ;*
- Sur la présence de l'Etat et de ses services publics : *Réformer l'organisation des services déconcentrés de l'Etat ;*
- Sur l'organisation administrative des collectivités locales : *réorganiser l'administration territoriale autour de deux pôles : la Région et l'Intercommunalité ;*
- Sur la Fiscalité : *Repenser la fiscalité locale ; Supprimer la taxe professionnelle, etc.*

Coupes budgétaires avec la programmation de dizaines de milliers de suppressions d'emplois de fonctionnaires, transferts aux collectivités locales et désengagement de l'Etat dans les territoires, externalisations et privatisations, mise au pas des services déconcentrés de l'Etat par la tutelle du préfet de région..., le patchwork de contre- réformes mis en place est cohérent et redoutable. Cohérent parce que « la marchandisation » de l'intérêt général s'inscrit dans la logique libérale de la construction de l'Union Européenne et des directives de l'OMC, redoutable parce que l'ampleur de ce tsunami libéral engendre des replis « opportunistes » dans l'ensemble des institutions politiques et administratives, quand pour le moins la logique de casse de l'Etat « Social » n'est pas partagée.

Le rôle de notre syndicalisme CGT est donc plus que jamais, dans un contexte aigu de crise du capitalisme et de désastres humains, sociaux, écologiques et économiques, de travailler à la riposte des salariés, des privés d'emplois, des retraités à partir de notre stratégie : celle de la réponse aux besoins sociaux et de la construction d'alternatives aux choix patronaux et gouvernementaux.

Cela signifie pousser les feux sur les questions du rôle et de la nature de l'Etat, travailler encore mieux les convergences revendicatives, porter les questions de l'intervention des salariés dans la gestion et la détermination des politiques publiques qu'ils ne veulent plus subir : se réappropriier les conditions de la création des richesses créées par le travail et la répartition de celles-ci.

Fred Larrivé UD CGT 13